



Fonds de solidarité : critères d'accès et montants pour octobre et novembre 2020

Le [décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité](#) précise pour les mois d'octobre et de novembre 2020 les critères d'accès au fonds de solidarité et les montants de l'aide. Il formalise également l'ajout de nouveaux secteurs d'activité aux annexes 1 et 2 du [décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité](#).

Fonds de solidarité pour octobre 2020

Pour quelles entreprises ?

Pour bénéficier du fonds de solidarité pour le mois d'octobre 2020, les entreprises doivent remplir les critères suivants :

- Effectif inférieur ou égal à 50 salariés ;
- Leur dirigeant majoritaire n'est pas titulaire, le premier jour de la période mensuelle considérée, d'un contrat de travail à temps complet ;
- Elles ont débuté leur activité avant le 30 septembre 2020 ;
- Elles doivent :
 - **soit** avoir été interdites au public ;
 - **soit** être situées dans une zone de couvre-feu **et** avoir subi une perte d'au moins 50% de leur chiffre d'affaires en octobre 2020
 - **soit** appartenir à un secteur d'activité listé en annexe 1 ou 2 (pour les secteurs en annexe 2, les entreprises doivent également avoir subi une perte de leur chiffre d'affaires d'au moins 80% sur la période du 15 mars au 15 mai 2020) **et** avoir subi une perte d'au moins 50% de leur chiffre d'affaires en octobre 2020

Quel montant ?

- **Le montant de la subvention perçue au titre du fonds de solidarité au mois d'octobre varie selon plusieurs critères** (zone de couvre-feu, fermeture administrative, secteur d'activité présent dans les listes des annexes 1 et 2, perte de chiffre d'affaires en octobre, etc.), allant jusqu'à 1 500€ ou jusqu'à 10 000€ par mois selon les cas de figure.

- **Le tableau ci-après** permet de déterminer le montant de la subvention perçue au titre du fonds de solidarité à laquelle une entreprise peut prétendre au titre du mois d'octobre 2020. Le montant de la subvention est égal au montant de la perte du chiffre d'affaires, dans la limite des plafonds indiqués.

Montant de la subvention en octobre 2020

Nombre de salariés	Zone	Perte de CA (1 ^{er} - 31 octobre 2020)	Secteur d'activité	Perte de CA pendant le 1 ^{er} confinement (15 mars - 15 mai 2020)	Perte de CA (1 ^{er} - 31 octobre 2020)	Montant subvention en octobre 2020	
≤ 50 salariés	Zones de couvre-feu	Perte ≥ 50 %	Annexe 1	-	Perte ≥ 50 %	Jusqu'à 10 000 €	
			Annexe 2	Perte ≥ 80 %		Jusqu'à 10 000 €	
			Perte < 80 %	Jusqu'à 1 500 €			
		-	Secteurs hors annexe 1 et annexe 2	-		Jusqu'à 1 500 €	
		-	Entreprises interdites au public entre le 25 septembre et le 31 octobre 2020	-	-	Jusqu'à 333 €/jour d'interdiction d'accueil au public	
	Toutes zones	Perte ≥ 50 %	Annexe 1		-	Perte ≥ 70 %	Jusqu'à 10 000 €, dans la limite de 60 % du CA
					-	Perte entre 50 et 70 %	Jusqu'à 1 500 €
			Annexe 2		Perte ≥ 80 %	Perte ≥ 70 %	Jusqu'à 10 000 €, dans la limite de 60 % du CA
					Perte entre 50 et 70 %	Perte entre 50 et 70 %	Jusqu'à 1 500 €
				Perte < 80 %	-	-	Pas d'accès
	Autres entreprises (non interdites au public et dont le secteur d'activité n'est ni en annexe 1 ni en annexe 2)	-	-	-	Pas d'accès		

- **La mise en ligne** sur le [site web de la DGFIP](#) du formulaire destiné à bénéficier du fonds de solidarité au titre des pertes du mois d'octobre 2020 est programmée **le 20 novembre 2020**. La demande doit être déposée **au plus tard le 31 décembre 2020**.

Point d'alerte

- La condition de baisse du chiffre d'affaire d'au moins 80% sur la période du 15 mars au 15 mai 2020 est toujours applicable pour les secteurs de l'annexe 2. Ainsi, pour le mois d'octobre, les entreprises exerçant leur activité dans un secteur de l'annexe 2 et ayant subi une perte de chiffre d'affaires inférieure à 80% du 15 mars au 15 mai 2020 n'ont accès à une aide que si elles remplissent les critères cumulatifs suivants : elles sont dans une zone de couvre-feu **et** ont subi une perte de leur chiffre d'affaires de plus de 50% en octobre.

A noter l'assouplissement de certaines conditions d'éligibilité :

- Suppression du critère de chiffre d'affaires (auparavant devant être inférieur à 2 M€) ;
- Suppression du critère sur le bénéfice net imposable (auparavant devant être inférieur à 60 000€) ;
- Les entreprises contrôlées par une holding sont éligibles à condition que l'effectif cumulé de la ou des filiales et de la holding soit inférieur à 50 salariés ;
- Pour les entreprises ayant fait l'objet d'une interdiction d'accueil au public, le chiffre d'affaires du mois d'octobre ou novembre 2020 pris en compte dans le calcul de la perte du chiffre d'affaires n'intègre pas le chiffre d'affaires réalisé sur les activités de vente à distance avec retrait en magasin ou livraison.

Fonds de solidarité en novembre 2020

Pour quelles entreprises ?

Pour bénéficier du fonds de solidarité pour le mois de novembre 2020, les entreprises doivent remplir les critères suivants :

- Effectif inférieur ou égal à 50 salariés ;
- Leur dirigeant majoritaire n'est pas titulaire, le premier jour de la période mensuelle considérée, d'un contrat de travail à temps complet ;
- Elles ont débuté leur activité avant le 30 septembre 2020 ;
- Elles doivent :
 - **soit** avoir été en interdites au public ;
 - **soit** avoir subi une perte d'au moins 50% de leur chiffre d'affaires en novembre 2020

Quel montant ?

- **Le montant de la subvention perçue au titre du fonds de solidarité au mois de novembre varie selon plusieurs critères** (fermeture administrative, secteur d'activité présent dans les listes des annexes 1 et 2), allant jusqu'à 1 500€ ou jusqu'à 10 000€ par mois selon les cas de figure.
- **Le tableau ci-après** permet de déterminer le montant de la subvention perçue au titre du fonds de solidarité à laquelle une entreprise peut prétendre au titre du mois de novembre 2020. Le montant de la subvention est égal au montant de la perte du chiffre d'affaires, dans la limite des plafonds indiqués.

Montant de la subvention en novembre 2020

Nombre de salariés	Zone	Perte de CA (1 ^{er} - 30 novembre 2020)	Secteur d'activité	Perte de CA pendant le 1 ^{er} confinement (15 mars - 15 mai 2020)	Montant subvention en novembre 2020
≤50 salariés	Toutes zones	-	Entreprises interdites au public entre le 1 ^{er} et le 30 novembre 2020/	-	Jusqu'à 10000 €
		Perte ≥50 %	Annexe 1	-	Jusqu'à 10000 €
			Annexe 2	Perte ≥80 %	<ul style="list-style-type: none">• Si la perte de CA est ≤ 1500€, la subvention est égale à 100 % du CA• Si la perte de CA est > 1500 €, la subvention est de minimum 1 500 € et s'élève jusqu'à 80 % du CA, dans la limite de 10000 €
				Perte <80 %	Jusqu'à 1500 €
		Autres entreprises (non interdites au public et dont le secteur d'activité n'est ni en annexe 1 ni en annexe 2)	-	Jusqu'à 1500 €	

- **La mise en ligne** sur le [site web de la DGFIP](#) du formulaire destiné à bénéficier du fonds de solidarité au titre des pertes du mois de novembre 2020 est programmée le 4 décembre 2020.

Point d'alerte

- La condition de baisse du chiffre d'affaire d'au moins 80% sur la période du 15 mars au 15 mai 2020 est toujours applicable pour les secteurs de l'annexe 2. Néanmoins, si les entreprises des secteurs en annexe 2 qui ont subi une perte de leur chiffre d'affaires inférieure à 80 % sur la période du 15 mars au 15 mai 2020 ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires d'au moins 50% sur novembre 2020, elles ont accès à une aide allant jusqu'à 1 500€.

A noter l'assouplissement de certaines conditions d'éligibilité :

- Suppression du critère de chiffre d'affaires (auparavant devant être inférieur à 2 M€) ;
- Suppression du critère sur le bénéfice net imposable (auparavant devant être inférieur à 60 000€) ;
- Les entreprises contrôlées par une holding sont éligibles à condition que l'effectif cumulé de la ou des filiales et de la holding soit inférieur à 50 salariés ;
- Pour les entreprises ayant fait l'objet d'une interdiction d'accueil au public, le chiffre d'affaires du mois d'octobre ou novembre 2020 pris en compte dans le calcul de la perte du chiffre d'affaires n'intègre pas le chiffre d'affaires réalisé sur les activités de vente à distance avec retrait en magasin ou livraison.

Pour aller plus loin

- [Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité](#)
- [Décret n° 2020-1328 du 2 novembre 2020 relatif au fonds de solidarité](#)
- [Fonds de solidarité : mise en ligne du formulaire le 20 novembre pour les demandes concernant les pertes de chiffre d'affaires du mois d'octobre 2020](#)
- [Fonds de solidarité pour les entreprises, indépendants, entrepreneurs](#)
- [Synthèse des mesures de soutien par le Ministère de l'Economie](#)
- [FAQ sur les mesures de soutien par le Ministère de l'Economie](#)
- [Outil d'aide en ligne visant à répondre à toutes les interrogations des chefs d'entreprises élaboré par le Ministère de l'Economie](#)
- [Guichet unique sur le plan de soutien tourisme](#)
- [Le numéro spécial d'information sur les mesures d'urgences pour les entreprises et les associations en difficulté sera effectif dès lundi 2 novembre à 9h](#)

Annexes 1 et 2

- **L'annexe 1 (dite S1)** désigne les secteurs de l'hôtellerie, restauration, cafés, tourisme, événementiel, sport, culture qui sont les plus durablement affectés car soumis à des restrictions d'activité allant au-delà du 11 mai 2020 ;
- **L'annexe 2 (dite S1 bis)** désigne les activités amont ou aval de ces secteurs. Pour bénéficier du fonds de solidarité renforcé (jusqu'à 10 000€ par mois), les entreprises de l'annexe 2 doivent avoir subi une perte de leur chiffre d'affaires d'au moins 80% durant la période comprise entre le 15 mars et le 15 mai 2020.

Annexe 1

- Téléphériques et remontées mécaniques
- Hôtels et hébergement similaire
- Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée
- Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs
- Restauration traditionnelle
- Cafétérias et autres libres-services
- Restauration de type rapide
- Services de restauration collective sous contrat, de cantines et restaurants d'entreprise
- Services des traiteurs
- Débits de boissons
- Projection de films cinématographiques et autres industries techniques du cinéma et de l'image animée
- Post-production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision
- Distribution de films cinématographiques
- Conseil et assistance opérationnelle apportés aux entreprises et aux autres organisations de distribution de films cinématographiques en matière de relations publiques et de communication
- Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport
- Activités des agences de voyage
- Activités des voyagistes
- Autres services de réservation et activités connexes
- Organisation de foires, événements publics ou privés, salons ou séminaires professionnels, congrès
- Agences de mannequins
- Entreprises de détaxe et bureaux de change (changeurs manuels)
- Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
- Arts du spectacle vivant
- Activités de soutien au spectacle vivant
- Création artistique relevant des arts plastiques
- Galeries d'art
- Artistes auteurs
- Gestion de salles de spectacles et production de spectacles
- Gestion des musées
- Guides conférenciers
- Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires
- Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
- Gestion d'installations sportives
- Activités de clubs de sports
- Activité des centres de culture physique
- Autres activités liées au sport
- Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes, fêtes foraines

- Autres activités récréatives et de loisirs
- Exploitations de casinos
- Entretien corporel
- Trains et chemins de fer touristiques
- Transport transmanche
- Transport aérien de passagers
- Transport de passagers sur les fleuves, les canaux, les lacs, location de bateaux de plaisance
- Transports routiers réguliers de voyageurs
- Autres transports routiers de voyageurs
- Transport maritime et côtier de passagers
- Production de films et de programmes pour la télévision
- Production de films institutionnels et publicitaires
- Production de films pour le cinéma
- Activités photographiques
- Enseignement culturel
- Traducteurs-interprètes
- Prestation et location de chapiteaux, tentes, structures, sonorisation, photographie, lumière et pyrotechnie
- Transports de voyageurs par taxis et véhicules de tourisme avec chauffeur
- Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers
- Fabrication de structures métalliques et de parties de structures
- Régie publicitaire de médias
- Accueils collectifs de mineurs en hébergement touristique

Annexe 2

- Culture de plantes à boissons
- Culture de la vigne
- Pêche en mer
- Pêche en eau douce
- Aquaculture en mer
- Aquaculture en eau douce
- Production de boissons alcooliques distillées
- Fabrication de vins effervescents
- Vinification
- Fabrication de cidre et de vins de fruits
- Production d'autres boissons fermentées non distillées
- Fabrication de bière
- Production de fromages sous appellation d'origine protégée ou indication géographique protégée
- Fabrication de malt
- Centrales d'achat alimentaires
- Autres intermédiaires du commerce en denrées et boissons
- Commerce de gros de fruits et légumes
- Herboristerie/ horticulture/ commerce de gros de fleurs et plans
- Commerce de gros de produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles
- Commerce de gros de boissons
- Mareyage et commerce de gros de poissons, coquillages, crustacés
- Commerce de gros alimentaire spécialisé divers

- Commerce de gros de produits surgelés
- Commerce de gros alimentaire
- Commerce de gros non spécialisé
- Commerce de gros de textiles
- Intermédiaires spécialisés dans le commerce d'autres produits spécifiques
- Commerce de gros d'habillement et de chaussures
- Commerce de gros d'autres biens domestiques
- Commerce de gros de vaisselle, verrerie et produits d'entretien
- Commerce de gros de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services
- Commerce de détail en magasin situé dans une zone touristique internationale mentionnée à l'article L. 3132-24 du code du travail, à l'exception du commerce alimentaire ou à prédominance alimentaire (hors commerce de boissons en magasin spécialisé), du commerce d'automobiles, de motocycles, de carburants, de charbons et combustibles, d'équipements du foyer, d'articles médicaux et orthopédiques et de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux
- Blanchisserie-teinturerie de gros
- Stations-service
- Enregistrement sonore et édition musicale
- Editeurs de livres
- Services auxiliaires des transports aériens
- Services auxiliaires de transport par eau
- Boutique des galeries marchandes et des aéroports
- Magasins de souvenirs et de piété
- Autres métiers d'art
- Paris sportifs
- Activités liées à la production de matrices sonores originales, sur bandes, cassettes, CD, la mise à disposition des enregistrements, leur promotion et leur distribution
- Tourisme de savoir-faire : entreprises réalisant des ventes directement sur leur site de production aux visiteurs et qui ont obtenu le label : " entreprise du patrimoine vivant " en application du décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 relatif à l'attribution du label " entreprise du patrimoine vivant " ou qui sont titulaires de la marque d'Etat " Qualité Tourisme™ " au titre de la visite d'entreprise ou qui utilisent des savoir-faire inscrits sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité prévue par la convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel adoptée à Paris le 17 octobre 2003, dans la catégorie des savoir-faire liés à l'artisanat traditionnel
- Activités de sécurité privée
- Nettoyage courant des bâtiments
- Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel
- Fabrication de foie gras
- Préparation à caractère artisanal de produits de charcuterie
- Pâtisserie
- Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé
- Commerce de détail de viande, produits à base de viandes sur éventaires et marchés
- Fabrication de vêtements de travail
- Reproduction d'enregistrements
- Fabrication de verre creux
- Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental
- Fabrication de coutellerie
- Fabrication d'articles métalliques ménagers

- Fabrication d'appareils ménagers non électriques
- Fabrication d'appareils d'éclairage électrique
- Travaux d'installation électrique dans tous locaux
- Aménagement de lieux de vente
- Commerce de détail de fleurs, en pot ou coupées, de compositions florales, de plantes et de graines
- Commerce de détail de livres sur éventaires et marchés
- Courtier en assurance voyage
- Location et exploitation d'immeubles non résidentiels de réception
- Conseil en relations publiques et communication
- Activités des agences de publicité
- Activités spécialisées de design
- Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses
- Services administratifs d'assistance à la demande de visas
- Autre création artistique
- Blanchisserie-teinturerie de détail
- Construction de maisons mobiles pour les terrains de camping
- Fabrication de vêtements de cérémonie, d'accessoires de ganterie et de chapellerie et de costumes pour les grands évènements
- Vente par automate
- Commerce de gros de viandes et de produits à base de viande
- Activités des agences de placement de main-d'œuvre
- Garde d'animaux de compagnie avec ou sans hébergement
- Fabrication de dentelle et broderie
- Couturiers
- Entreprises artisanales réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires par la vente de leurs produits ou services sur les foires et salons
- Métiers graphiques, métiers d'édition spécifique, de communication et de conception de stands et d'espaces éphémères réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires avec une ou des entreprises du secteur de l'organisation de foires, d'évènements publics ou privés, de salons ou séminaires professionnels ou de congrès
- Fabrication et distribution de matériels scéniques, audiovisuels et événementiels
- Prestation de services spécialisés dans l'aménagement et l'agencement des stands et lieux lorsque au moins 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de la production de spectacles, l'organisation de foires, d'évènements publics ou privés, de salons ou séminaires professionnels ou de congrès
- Activités immobilières, lorsque au moins 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de l'organisation de foires, d'évènements publics ou privés, de salons ou séminaires professionnels ou de congrès.
- Entreprises de transport réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires avec une ou des entreprises du secteur de l'organisation de foires, d'évènements publics ou privés, de salons ou séminaires professionnels ou de congrès
- Entreprises du numérique réalisant au moins 50 % de leur chiffre d'affaires avec une ou des entreprises du secteur de l'organisation de foires, d'évènements publics ou privés, de salons ou séminaires professionnels ou de congrès
- Fabrication de linge de lit et de table lorsque au moins 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de l'hôtellerie et de la restauration
- Fabrication de produits alimentaires lorsque au moins 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de la restauration

- Fabrication d'équipements de cuisines lorsque au moins 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de la restauration
- Installation et maintenance de cuisines lorsque au moins 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de la restauration
- Elevage de pintades, de canards et d'autres oiseaux (hors volaille) lorsque au moins 50 % du chiffre d'affaires est réalisé avec une ou des entreprises du secteur de la restauration